

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Tension

Dans les premiers jours d'octobre, les manifestations qui se sont succédées portaient toutes sur des questions cruciales. À Rouen le 30 septembre, plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés devant la préfecture pour exiger des réponses précises sur les conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol.

À Pau, le 3 octobre, une centaine de pompiers en grève ont interrompu les travaux du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours pour protester contre la baisse de leurs effectifs.

À Paris le 3 octobre, des milliers de policiers en colère ont occupé la place de la Bastille à l'appel de leurs syndicats pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail et de vie.

À Paris le 6 octobre, plus de 100 000 manifestants ont défilé pour dénoncer le projet de loi autorisant la PMA pour les couples de femmes.

Face à une situation aussi tendue, encore aggravée par l'attentat commis au sein de la Préfecture de Police, le Premier ministre devrait au moins décider de démissionner les ministres incapables.

Mais il n'y a plus de réserves et c'est un dernier carré de médiocres ou de nuls qui tente de sauver les apparences d'une autorité en perdition.

Nation française

Projets pour la révolution

Cinéma

Au nom
de la terre

p. 10

Idées

Sur
le populisme

p. 9

Nos bases biologiques

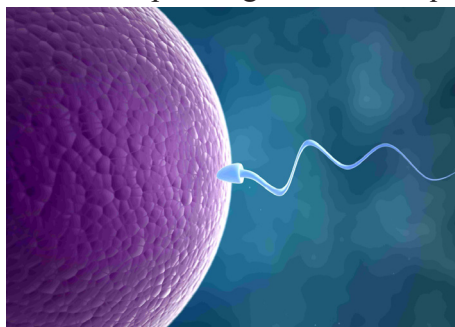
François Gerlotto propose un éclairage sur les problématiques biologiques, éclipsées volontairement par les partisans de la loi bioéthique actuellement étudiée à l'Assemblée nationale.

Une fois de plus dans ce dossier, on oublie que, nous autres humains, fonctionnons sur des bases biologiques. Avec une contradiction curieuse chez les tenants de la PMA pour toutes : s'ils rappellent avec raison que l'homosexualité n'est pas une maladie, ils n'en réclament pas moins l'application de solutions médicales conçues justement pour guérir des maladies ou des dysfonctionnements de l'organisme[1]. Ce n'est pas être original que de dire qu'il existe une différence biologique nette entre couples homosexuels et hétérosexuels. Or, le discours la nie et entretient la confusion entre fécondité, mécanisme biologique impliquant des gamètes mâle et femelle ; et fertilité, qui est la capacité à croiser ces gamètes avec succès, laquelle peut souffrir de dysfonctionnement. Par nature (c'est là que se situe la "pesanteur" biologique), un couple hétéro est fécond même s'il est infertile ou ne veut pas avoir d'enfant, alors qu'un couple homo est infécond même si chaque partenaire est fertile. La PMA est faite pour pallier les défauts de fertilité ; pas pour transformer le couple humain en chimère, en simulant une fécondité qui n'existe pas.

Ces disputes sur le dossier de la PMA ont des antécédents. Elles suivent la même logique qui s'était appliquée à celui de l'avortement : parler de justice pour l'adulte en niant la réalité biologique de l'embryon. Mais les lois de la biologie ne peuvent pas faire l'objet d'amendements, et dans le cas de l'avortement, elles disent sans

ambiguïté que toutes les caractéristiques d'un être humain sont contenues dans l'œuf fécondé, qu'il n'y a pas de solution de continuité dans le processus de la grossesse.

Bien sûr, c'est à la société de décider sous quelles conditions tuer un être humain est un crime ou pas. Par exemple, les soldats qui tuent un ennemi ne sont pas des criminels. Elle est tout-à-fait fondée à dire "Nous promulguons une loi qui



permet au soldat de tuer les ennemis en temps de guerre, sous certaines conditions, sans que cela soit un crime ». Mais elle ne peut faire que l'ennemi ne soit pas un être humain. Une telle décision peut aussi s'appliquer à l'embryon. Or dans ce dernier cas, refusant d'assumer cette responsabilité, elle a élaboré une loi où avorter, c'est « interrompre un processus biologique conduisant à faire disparaître la potentialité d'une personne ». Par lâcheté, elle a sciemment introduit de la confusion, puisque la biologie dit bien qu'il n'y a pas « potentialité » mais existence de cette personne dès la fécondation.

Dans le débat sur la PMA, il s'agit là aussi de s'adapter à ce que l'on suppose être une « évolution socié-

tale ». Si c'est vrai, pourquoi pas ? Mais ce n'est pas le fait de permettre ou pas à un couple homosexuel d'avoir des enfants, le grand problème : c'est de nier une fois de plus une réalité biologique. Cette bouillie conceptuelle va donc s'appliquer à la PMA ; puis à la GPA, car une fois niée la nature humaine, rien ne pourra s'opposer à légaliser la GPA pour des raisons de justice et d'égalité de traitement entre tous les types de couples, en niant là aussi les réalités biologiques - entre autres, le rôle épigénétique de la mère porteuse, probablement plus important qu'on ne le pense : il y aura des surprises.

Quant aux enfants issus de ces méthodes, la société se doit de leur donner un statut et de ne pas les priver des seuls parents qu'ils auront. Il est d'ailleurs fort probable, au contraire de ce que l'on peut entendre sur leurs « traumatismes inéluctables », que cela ne se passera ni mieux ni moins bien que chez les enfants issus de couples hétéros : après tout, mieux vaut être l'enfant de deux personnes (quels que soient leurs sexe) qui s'aiment et qui l'aiment que d'un couple, même « normal », qui le bat tous les soirs. Car le grand risque dans ce dossier, ce n'est pas la naissance ou l'éducation d'enfants chez un couple homo : c'est la négation de toute humanité. Une fois légalisée cette négation de la réalité, tout devient permis, dans tous les domaines : bidouillages sur le génome « à la carte », euthanasie socio-économique, transhumanisme, trafic d'organes, chimères humain-animal : « truie porteuse », élevage in vitro sans parents définis. Tout.

François GERLOTTO

(1) Jean-Mathias Sargologos, Sébastien de Crèvecoeur, Jacques Duffourg-Müller. *Le Figaro*, 26/01/2018

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Tension - P 2 : Bioéthique : Nos bases biologiques - P 3 : Aéroports de Paris : Pourquoi c'est si lent - Écho des blogs : Racisme et communautarisme - P 4 : Agriculture : Encore un effort M. le ministre ! - P 5 : Moyen-Orient : Le canal de Syrie - P 6- 7 : Nation française : La révolution qui est à faire - P 8 : Noblesse : L'ordre en ses désordres - P 9 : Idées : La recomposition du monde - P 10 : Cinéma social : Ceux qui travaillent au nom de la terre - P 11 : - Actualités de la Nouvelle Action royaliste - P 12 : Éditorial : Le pompier pyromane

Pourquoi c'est si lent

Le véritable enjeu de la réforme « systémique » des retraites envisagée par Emmanuel Macron n'est pas d'ordre financier. Il témoigne d'abord de sa volonté de refonder intégralement le modèle social français.

La campagne de signatures en faveur d'un référendum sur ADP se terminera le 13 mars 2020. C'est encore loin ? Non, le temps passe très vite et les obstacles sont nombreux.

Les militants de tous bords engagés dans la campagne savent qu'ils sont loin, très loin du compte. Fin septembre, le million de signatures n'était pas atteint et il nous faut obtenir 4,7 millions de signatures dans les six mois qui viennent. Après une première vague, très importante, les signatures arrivent lentement, trop lentement. Début septembre, on pouvait invoquer les deux mois de vacances, peu propices aux mobilisations. Mais la rentrée est faite depuis des semaines et le flux n'augmente pas. Alors ?

Le premier obstacle, c'est le grand silence des médias. Sur les chaînes d'information continue, on bavarde à perdre haleine sur le déficit de démocratie et sur la défiance des citoyens, mais il n'y a ni information, ni débat sur ce premier Référendum d'initiative partagée. Preuve que les gens de médias se moquent de la démocratie comme du premier poste à galène.

Le deuxième obstacle, c'est la grande indifférence du Parti communiste, du Parti socialiste et du Front natio-



nal. Il suffit de consulter la liste des signataires et le pourcentage de signatures obtenues par commune pour constater que des élus de premier plan ont "oublié" de signer et que des communes tenues par de grands partis d'opposition ont des résultats faibles ou dérisoires.

Le troisième obstacle est technique. La procédure d'inscription n'est pas simple et tout se fait par ordinateur alors que de nombreux citoyens ne savent pas se servir d'un ordinateur et n'ont pas l'indispensable adresse électronique. La fracture numérique, les militants la constatent sur le terrain !

Que faire ? Interpeller les élus et les responsables locaux des partis d'opposition et leur demander les raisons de leur abstention. Et surtout faire signer ses proches ou mieux encore rejoindre, partout où c'est possible, les groupes que se sont constitués et qui font campagne sur les marchés ou à l'occasion de divers rassemblements.

Chacun peut agir et c'est très vite qu'il faut se décider !

Annette DELRANCK

Racisme et communautarisme

Le blog lebondosage.over-blog (1) nous livre une réflexion intéressante et pertinente sur les mécanismes d'une pensée dévoyée qui, au nom d'un antiracisme de façade, fait la promotion d'un essentialisme des plus dangereux.

L'auteur se réfère aux récentes déclarations d'un ancien footballeur qui « ...résume la culture à une couleur de peau, Monsieur Thuram parlant de culture blanche et de culture noire, ce qui est une marque d'imbécillité évidente. Quel est donc le rapport culturel entre un chrétien noir d'Haïti et celle d'un sénégalais musulman en dehors de sa couleur de peau ? Les Français sont-ils identiques aux Russes ou aux Allemands sous prétexte qu'ils sont blancs ? », inepties simplistes abondamment et complaisamment relayées par les médias qui y voient là une opportunité « de faire du buzz à peu de frais et de nourrir la bête de l'audimat qui maintient les revenus publicitaires ».



Puis il souligne combien cette démarche est le résultat « d'une colonisation culturelle. L'imaginaire d'une partie importante de la population française est aujourd'hui empoisonné par l'imaginaire culturel américain. Le communautarisme est le fruit pourri de cette colonisation de l'imaginaire ». En effet, ces « références permanentes à la communauté sont un contre sens à l'organisation sociale française. Car en France il n'y a qu'une seule communauté, la communauté française. (...). À partir du moment où vous réduisez un individu à son sexe, sa religion, sa couleur de peau, sa communauté imaginaire vous entrez dans la spirale sans fin des guerres communautaires et vous créez une nouvelle société de caste où les droits des individus dépendent à nouveau de leur origine de naissance. ». Il rappelle, à bon escient, qu'« on ne corrige pas des injustices en en créant d'autres (...). J'ai toujours trouvé incroyablement stupide l'idée de combattre le racisme par des politiques multiculturelles et communautaristes puisqu'en définitive le communautarisme n'est rien d'autre qu'un racisme organisé, une séparation organisée des groupes humains sur le territoire au nom d'identités fantasmées. ».

Pour conclure, il dénonce le danger que les tenants d'une telle idéologie font courir à la nation française, car en « essayant d'importer un modèle de société raciste en France, (...) ils ne font qu'attiser la colère d'un peuple farouchement attaché justement à l'idée d'égalité » et ainsi « mettre la population française dans une situation de ras-le-bol généralisé. Les principaux promoteurs du racisme sont en réalité aujourd'hui ces pseudo-antiracistes de pacotille ».

Loïc de BENTZMANN

(1) <http://lebondosage.over-blog.fr/2019/09/le-communautarisme-est-la-forme-moderne-du-racisme.html>

Encore un effort M. le Ministre !

Le souhait du ministre de l'Agriculture, Didier Guillaume, de lancer, fin septembre, un grand plan visant à restaurer la souveraineté protéique de la France sera peu suivi d'effets. C'est tout notre système agricole et alimentaire qui est à revoir.

Un grand plan protéique pour la France. D'abord pour que notre pays produise lui-même les aliments de son bétail, afin d'éviter d'importer des céréales gorgées de pesticides ou d'OGM. Afin d'éviter ensuite de dépenser des sommes folles dans ces importations qui engraisent des systèmes de production nord et sud-américains intensifs alors que nos agriculteurs ont les capacités de nourrir les élevages français. Le désir du ministre de l'Agriculture semble bien légitime, on ne saurait s'y opposer. Le but, enfin, serait de ne plus dépendre de puissances étrangères pour des besoins aussi importants que l'alimentation du bétail. Didier Guillaume l'a affirmé clairement : « *Si on veut la souveraineté protéique en France, il faut changer de culture. Nous avons besoin de refaire des rotations de*

européenne, qui négocie des traités calamiteux à l'instar de l'accord avec le Mercosur, du CETA, sans se préoccuper du sort des petits paysans français, en mettant des années à verser les aides aux agriculteurs et en les sacrifiant sur l'autel du productivisme et de la concurrence acharnée.

Avec des gouvernements bienveillants et entièrement voués à la doxa libérale, comment s'opposer à ces traités aux conséquences tragiques ? Le traité UE/Mercosur prévoit par exemple l'exportation depuis le Mercosur de 99 000 tonnes de viande bovine avec un taux préférentiel de 7,5 % et 100 000 tonnes de volaille. Des chiffres faramineux et une mauvaise qualité de la viande qui poussent Didier Guillaume à s'opposer aujourd'hui à ce traité. Le ministre a même été jusqu'à affirmer que la France ne le ratifierait pas car



cultures, de revenir à l'agro-écologie en mettant de la luzerne, du soja. » Et d'ajouter : « *Il faut arrêter d'importer des tourteaux de soja qui viennent d'Outre-Atlantique, qui coûtent cher, dont on ne sait pas comment ils sont faits, avec vraisemblablement des OGM à l'intérieur.* » On ne peut qu'approuver ses propos tout en regrettant qu'il n'aille pas jusqu'au bout de son raisonnement : nous sommes dans un système de libre-échange. Les traités injustes sont légion. Les droits de douane sont honnis. Didier Guillaume l'oublie sûrement aussi mais la France appartient à une organisation supranationale, technocratique, l'Union

« *ce serait la mort de la filière volailles en France* ». Toutefois, Emmanuel Macron a été plutôt réservé sur la question de la mise en concurrence et du danger pour les agriculteurs, en authentique libéral qu'il est. Le Président est plutôt focalisé sur son duel avec Jair Bolsonaro et a mis l'accent sur le non-respect de l'environnement et de l'Amazonie par ce dernier.

Ainsi, les honnêtes souhaits du ministre de l'Agriculture risquent de rester au stade des déclarations d'intention. D'autant que lui non plus n'en est pas à une contradiction près puisqu'il perçoit le CETA, entré en vigueur il y a deux ans, comme un bon traité. Face aux agriculteurs

anxieux, il a voulu balayer leurs inquiétudes en déclarant : « *On va contrôler tout ce qui entre sur le sol français, on va regarder cela comme le lait sur le feu, notamment sur les farines animales. Nous ne voulons pas importer une agriculture dont nous ne voudrions pas en France.* » Mais les faits sont là : depuis deux ans, les commissions sanitaires mises en place pêchent. Des produits interdits en France entrent toujours depuis le Canada : céréales canadiennes produites avec de l'atrazine (un herbicide interdit dans l'UE), soja OGM, saumon transgénique...

La France, depuis des décennies, ne remet guère en cause le système du libre-échange qui supprime tous droits de douane, qui met en péril notre agriculture et nos paysans qui se suicident tous les deux jours, quand ils ne tentent pas désespérément de survivre avec 500 euros par mois.

Les bonnes intentions ne suffisent pas à sauver un système entièrement à réinventer. Pour cela, deux mots : souveraineté alimentaire. Un concept qui se heurte à un vide juridique aujourd'hui même s'il reste lié au droit à l'alimentation par exemple. Telle que définie par la Confédération paysanne, la souveraineté alimentaire « *désigne le droit des populations, de leurs États ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays tiers* ».

L'indépendance protéique, qui est elle aussi intimement liée, n'est pas un problème agronomique mais politique. Le volontarisme politique est bien absent, le courage aussi. Un interventionnisme économique, des aides plus poussées de la part de l'État français, un investissement de fond en faveur de la consommation française, un changement des modes de vie, des produits payés au juste prix aux éleveurs, un bras de fer (et plus !) avec l'UE, un refus tout net de ces traités dangereux, des référendums pour demander son avis au peuple français, tout cela dépend d'une volonté politique, inexistante actuellement. Et ce ne sont pas des paroles empreintes de naïveté de Didier Guillaume qui sauveront, hélas, les poulets français.

Indiana SULLIVAN

Le canal de Syrie

L'une des conséquences largement méconnue de la guerre en Syrie est la prise de contrôle du quart nord-est de la Méditerranée par la marine russe.

Léviathan, Aphrodite, ces mythes hébraïques et grecs ont retrouvé une actualité brûlante. Le monstre marin et la déesse sortie des eaux s'incarnent désormais prosaïquement dans deux champs gaziers de part et d'autre de la frontière maritime entre les deux zones économiques exclusives (ZEE) israélienne et chypriote. Découverts en 2010 et 2011, suivis en 2015 par le champ de Zohr dans les eaux égyptiennes, ils ont transformé la Méditerranée orientale en une petite mer de Chine où les riverains se disputent des plate-formes en haute mer. Or curieusement, aucun des riverains n'était traditionnellement tourné vers la mer regardée comme hostile depuis la plus haute antiquité. Aucun ne dispose de marine digne de ce nom. Ils se dépêchent soudain de s'en équiper pour protéger des installations situées à plus de cent kilomètres de leurs côtes : c'est surtout vrai pour Israël et la Turquie qui ne disposaient que de patrouilleurs pour la défense de leurs abords. Pour la sécurité globale, hier il y avait la VI^e flotte américaine. Aujourd'hui le vide est comblé par la marine russe.

Ayant récupéré le port de Tartous en Syrie pour 49 ans grâce à un accord signé en 2017 avec Damas, la

Russie l'a agrandi et y a fait venir depuis la mer Noire mais aussi de la Baltique une escadre désormais permanente qui étend son contrôle dans toute la zone jusqu'au sud de la Crète. La Turquie l'a autorisée à faire passer ses navires (et sous-marins) par le Bosphore tout en projetant de se doter elle-même dans les prochaines années d'un porte-aéronefs et de sous-marins dont elle n'avait jamais disposé dans l'histoire, jusqu'à remonter à l'empire ottoman. Ankara ne tient pas à laisser échapper en effet au seul profit de Chypre, c'est-à-dire de la république grecque de Chypre, les bénéfices des exploitations gazières. La Turquie entend les réserver à la confédération tout entière, soit avec la partie turque au nord et à l'est.

On remarquera que la côte orientale de Chypre qui regarde la Syrie relève de la partie turque. Ankara revendique donc sa présence dans le canal de Syrie autant que sur sa frontière terrestre avec l'ex-sandjak d'Alexandrette. Ce qui à nouveau la confronte directement aux Russes.

Ankara ressent en effet un certain isolement. Depuis l'avènement du président Al-Sissi, la Turquie est à couteaux tirés avec l'Égypte. La solidarité gazière a rapproché Le Caire



d'Israël et de Chypre et, partant, de la Grèce, laissant de côté la Turquie qui se voyait par ailleurs comme le hub régional naturel pour l'acheminement du gaz vers l'Europe à partir de la Russie et de l'Azerbaïdjan vers la Grèce et l'Italie (EastMed). L'Union européenne, après avoir favorisé la Turquie, soutient, depuis les dernières découvertes, l'idée d'un gazoduc marin reliant Chypre à la Crète et au Péloponnèse. C'est une manière de consacrer des fonds européens substantiels à la Grèce.

Influence russe

C'est aussi une manière pour l'Union européenne de ne pas laisser dériver la république de Chypre. On sait en effet l'influence russe dans la partie grecque de l'île. Un rapport à paraître de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (1) trace un parallèle avec les États baltes et suggère une présence militaire multinationale européenne dans l'île (qui continue d'abriter deux bases britanniques) capable d'assurer la liberté de navigation dans la zone économique exclusive.

Dans l'immédiat, c'est la Turquie qui est visée, laquelle a déjà empêché manu militari en 2018 l'ENI italienne (qui avait découvert le champ égyptien) de prospecter au large de Chypre. À terme il s'agirait bien sûr de se garder de la Russie.

Yves LA MARCK

(1) *Revue de Défense nationale*, été 2019, n°822. « La Méditerranée stratégique ».



Frégate Admiral Grigorovitch

La révolution qui est à faire

Dans *L'archipel français* présenté dans notre dernier numéro (1), Jérôme Fourquet publie des analyses qui sonnent comme un tocsin : si nous laissons se prolonger les tendances relevées, notre société éclatera sous l'effet de multiples violences. Pour la France, l'action salutaire est nécessairement révolutionnaire.

Un sociologue établit des constats, qui relèvent de la critique scientifique. Ces constats ne sont pas des fatalités mais peuvent devenir telles si l'on ne fait rien contre les phénomènes négatifs qui en sont à l'origine. Le propre de l'action politique est de refuser les destins assignés, de contrarier ou d'inverser le cours des choses. Il est possible que la France éclate dans une guerre de tous contre tous, ultime aboutissement de l'ultralibéralisme, qui s'accompagnerait de violences intercommunautaires résultant de l'affaiblissement de l'État. Il est nécessaire de combattre ces tendances mortifères sans rien céder aux fantasmes réactionnaires. Personne ne fera renaître la France des années soixante, d'ailleurs nostalgique de son passé rural, mais nous pouvons agir de telle sorte que la France se réinvente elle-même, dans la fidélité à son histoire, comme elle a toujours su le faire.

Comment ? Les actions politiques à mener dépendent de la nature des bouleversements et des transformations qui nous affectent.

Il y a des phénomènes qui échappent à la volonté politique. La fin de la structuration religieuse de la société française, parmi tant d'autres, est le résultat d'une longue histoire que l'État ne peut arrêter et dans laquelle les formations politiques doivent se garder d'intervenir. Mais il est intéressant de noter avec Jérôme Fourquet l'amorce d'un mouvement de sortie de la religion musulmane - qui peut d'ailleurs provoquer de fortes réas-

surances identitaires. Le recul du mariage échappe lui aussi à la volonté politique, de même que les nouveaux rites sociaux. D'une manière plus générale, la "société des individus" décrite par Marcel Gauchet ne peut évoluer que très lentement dans un sens favorable aux personnes qui subissent ses contradictions et ses violences. Contre la logique impitoyable du "marché", il faudra que l'État et les citoyens s'engagent dans les politiques de resocialisation qui seront évoquées plus loin. Encore faudrait-il empêcher, dès à présent, que la législation ne vienne aggraver les troubles sur les identités en favorisant - par la PMA, par la GPA - des mutations anthropologiques aux conséquences incalculables.

L'archipel français décrit par Jérôme Fourquet est composé de groupes sociaux et de territoires qui s'éloignent les uns des autres. Le risque n'est pas la guerre civile désirée par quelques agitateurs médiatiques mais la sécession, l'exil intérieur, les replis communautaristes, l'évasion dans les univers technologiques selon les pentes observées depuis trente ou quarante ans.

La réintégration de la France périphérique par rééquilibrage des activités dans l'ensemble national implique une politique centrale de réaménagement du territoire. Celle-ci devra développer les réseaux de transports publics et concevoir un nouvel urbanisme redonnant la primauté aux architectes sur les promoteurs. Il faudra prendre en compte les impératifs écologiques et le souci

esthétique dans les quartiers qui devront être réorganisés et pour les immeubles qui seront à reconstruire. Cette politique urbaine sera massivement créatrice d'emplois bien rémunérés et permettra la disparition des réseaux de l'économie parallèle.

Souveraineté

Le fait multiculturel peut se résorber progressivement par absorption dans l'ensemble national - comme ce fut le cas naguère pour maints groupes et communautés - à trois conditions : récuser toute politique multiculturelle ; réunifier l'enseignement ; renforcer l'étude de la langue et de la culture françaises. Il faudra tarir les financements étrangers - saoudiens, étatsuniens - des associations œuvrant sur le territoire national, interdire le financement indirect d'établissements religieux par certaines municipalités et contrôler étroitement les émissaires religieux étrangers. L'intégration des populations issues de l'immigration doit se faire par le travail, autant que par l'école.

Les nouvelles technologies et leur exploitation par les GAFAM créent une surveillance et un fichage généralisés ainsi que des possibilités inouïes de manipulation des esprits selon les intérêts et l'idéologie des grandes firmes américaines. Les réponses à ces menaces dépendent de la mise en œuvre d'une politique de souveraineté, technique, fiscale et économique dont nous avons récemment précisé les modalités (2). Elle est la condition première d'un reflux de l'américanisation de la France, qui devra retrouver sa pleine indépendance militaire et diplomatique.

L'aménagement du territoire national, l'affirmation culturelle, l'instruction publique, la maîtrise du numérique supposent une nation souveraine, et par conséquent un État qui ne soit plus soumis aux contraintes économiques et financières imposées par l'Union euro-

Jérôme Fourquet

**L'archipel
français**

NAISSANCE D'UNE NATION MULTIPLE ET DIVISÉE

OÙ ALLONS-NOUS ?



péenne. Il faut en finir avec les contraintes de la monnaie unique, récuser le principe ultra-concurrentiel, rejeter la “règle d’or” de l’équilibre budgétaire. Il faut que l’État puisse mobiliser l’économie, réindustrialiser le pays et réorienter l’agriculture dans la perspective écologique, protéger les travailleurs, créer la monnaie nécessaire à la réalisation de ces immenses projets... Nous avons montré à de nombreuses reprises qu’une politique de souveraineté impliquait une planification fortement indicative et la nationalisation des secteurs-clés de l’économie. Nous aurons à préciser les modalités d’une politique de justice sociale, dans l’ordre de la participation des salariés à la direction des entreprises et pour une redistribution équitable du revenu national.

La somme des actions à entreprendre pour relancer la dynamique nationale sera de plus grande ampleur que celles mises en œuvre après 1945, en raison de l’impératif écologique. Il n’y a rien à attendre des entreprises privées, qui visent leur profit, et les bonnes volontés associatives ne sont pas à la hauteur des enjeux. La mère de toutes les batailles est politique : il faut arracher le pouvoir politique à l’oligarchie. Telle est la révolution à accomplir. Elle doit être républicaine dans sa volonté de remettre les institutions au service de l’intérêt général, afin que soient posées les conditions de la justice sociale, d’un nouveau modèle de développement économique et d’une politique extérieure indépendante.

Aujourd’hui, aucun parti politique n’est en mesure de rassembler une majorité de citoyens sur un tel projet. En 2017, La France insoumise semblait esquisser une révolution écologique et sociale. Comme le montre Jérôme Fourquet, Jean-Luc Mélenchon avait réuni des ouvriers mais aussi des employés et des membres des classes moyennes, des jeunes diplômés précarisés, des néoruraux et des électeurs issus de l’immigration, avec un fort soutien des salariés syndiqués et de surcroît, un électorat très diversifié en matière éducative. Sur cette base populaire, le candidat était en mesure de reprendre à Marine Le Pen la fonction tribunitienne... avant de tout gâcher par son autoritarisme et ses errances tactiques.

Patriotisme

Reste le parti lepéniste, qui a toujours servi de marchepied à ses adversaires de droite et de gauche et qui conduit le pays dans une impasse. Ou bien Marine Le Pen sert à nouveau de repoussoir et elle assure la victoire d’Emmanuel Macron en 2022, ou bien elle remporte la présidentielle, réussit à constituer un gouvernement droitiste de coalition sous son égide après les législatives et fait une politique semblable à celle de Nicolas Sarkozy ou de Salvini : haro sur les immigrés, accord avec le patronat, soumission à Bruxelles puisque l’anti-européisme discursif du Front national a été liquidé après la défaite de 2017. Cela signifie que le Rassemble-

ment national sera amené à trahir la France périurbaine et rurale qui place ses espoirs ou du moins confie ses colères à Marine Le Pen. Un parti qui nie la lutte des classes ne peut représenter une solution quand les enjeux politiques sont largement déterminés par la guerre sociale.

Largement mais pas entièrement ! Il y a un patriotisme fervent qui s’exprime dans le vote lepéniste, qui s’est manifesté, mais moins qu’on ne l’a dit, lors des attentats de 2015 et qu’on observe dans le mouvement des Gilets jaunes. Il y a une nostalgie de l’unité que l’on tente de retrouver lorsque les Bleus sont vainqueurs sur les stades ou lors du sacrifice d’un héros, tel le colonel Beltrame. Et puis, comme l’a souligné Marcel Gauchet (3), il y a les humiliations nationales qui travaillent sourdement un peuple épris de grandeur - au sens gaullien du terme - et qui ont donné dans notre histoire de magnifiques sursauts.

Même si les formations politiques actuelles n’offrent plus le moindre espoir de rénovation ou de révolution, nous savons que la pensée qu’on appellera faute de mieux “hétérodoxe” est aussi riche d’analyses que de projets et nous voyons se développer les luttes sociales en réaction aux réformes d’un gouvernement qui vit très consciemment sous la menace d’une explosion.

Ne négligeons pas non plus l’impact des événements extérieurs - tout particulièrement les failles qui apparaissent dans le système monétaire et la fragilité du capitalisme financier. Une fois de plus dans leur longue histoire, les Français seront capables de se surprendre eux-mêmes pour le salut de leur patrie menacée de dislocation.

Bertrand RENOUVIN

(1) Jérôme Fourquet, *L’archipel français, Naissance d’une nation multiple et divisée*, Le Seuil, 2019.

(2) Nombre de propositions simplement évoquées dans cet article ont fait l’objet de motions adoptées par nos congrès successifs. Disponible en format PDF, le recueil de ces motions peut être adressé aux lecteurs qui en feront la demande.

(3) Cf. Marcel Gauchet, avec Éric Conan et François Azouvi, *Comprendre le malheur français*, Stock, 2016.

L'ordre en ses désordres

Au XVIII^e siècle, une partie de la noblesse ne croit plus en elle-même. Elle tend à désertir le service de l'État et ne croit plus en son « honneur ». La sanction sera rude, avant la renaissance bonapartiste.

De la noblesse d'Ancien Régime, on garde le souvenir, cinéma aidant, d'un groupe compact rassemblé autour de la monarchie. Il n'en est rien. Dans la société d'ordres, les nobles sont membres d'un corps éclaté où l'on trouve des riches et des pauvres, des paysans et des courtisans, des soldats et des légistes. Ce corps a subi les divisions sanglantes du XVI^e siècle avant de plier devant l'autorité restaurée de l'État. Pour éviter le retour d'une Fronde, Louis XIV domestique les grands seigneurs et gouverne la France avec des gens de petite noblesse et des roturiers.

D'où l'accusation de despotisme lancée par Fénelon et par Saint Simon qui parient avec quelques autres sur le duc de Bourgogne, alors Dauphin. Fénelon envisageait même d'abandonner des territoires et des places fortes conquises à l'Est pour briser la politique de puissance et s'en tenir au gouvernement d'une "vieille France" idéalisée. La disparition prématurée du duc de Bourgogne brise ces rêves mais la Régence offre à la haute noblesse l'occasion de créer un gouvernement aristocratique sous la forme "conseilliste" de la polysynodie. Cette gestion des affaires de l'État par ceux qui se disent les plus compétents est un échec total qui précède la brève tentative

oligarchique du duc de Bourbon, pendant la minorité de Louis XV.

C'est après ces réactions aristocratiques que la noblesse entre dans une crise multiforme qui va trouver son terme provisoire en 1790. Spécialiste de la noblesse militaire au XVIII^e siècle, Fadi El Hage expose les divers aspects de cette crise

dans un livre solidement documenté et toujours stimulant (1).

La prodigalité du Régent et la cupidité de certains grands noms - par exemple le duc de La Force - avaient provoqué des scandales aux effets durables et profonds. Puis la tentative oligarchique du duc de Bourbon avait laissé de mauvais souvenirs dans l'opinion en raison du favoritisme et des divers abus qui marquèrent le règne de celui que l'abbé de Saint-Pierre appelait "le vizir".

Hors des hautes sphères, la noblesse se perd elle-même de réputation au cours du XVIII^e siècle. Il y a bien sûr les affaires de mœurs et les rumeurs qui ajoutent du piment et contribuent au discrédit des nobles. L'esprit du temps n'est pas particulièrement rigoriste mais on reproche aux nobles de ne plus tenir leur rang et de s'abandonner aux plaisirs de la vie. On pardonne à un grand capitaine une vie dissolue agrémentée d'enrichissement personnel. On se souvient du courage collectif de la noblesse au XVII^e siècle et l'on n'accepte pas qu'un noble, dont le statut se justifie par le service de l'État et plus particulièrement par le service des armes, se réfugie dans l'indolence. Fadi El Hage cite de nombreux écrits dans lesquels des nobles confient leur ennui de la vie militaire ou même leur espoir d'une paix même honteuse qui permettrait le retour au foyer. Il est vrai que

Louis XV ne donne pas l'exemple : il n'est pas avec ses troupes lors de la guerre de Sept ans et volonté de murer sa vie privée alimentée les rumeurs sur ses débordements.

Publiée en 1731, "L'histoire du chevalier des Grieux et de Manon Lescaut" évoque cet avilissement de la noblesse qui est le thème de témoins peu connus comme le marquis d'Argens ou inconnus comme Mopinot de la Chapotte - tandis que Montesquieu inspiré par Polybe théorise les cycles d'apogée et de déclin.

Le règne de Louis XVI n'empêche pas le "sabordage" de la noblesse.

Alors que Louis XV avait institué en 1750 la noblesse militaire, reconnu que la valeur des roturiers était égale à celle des nobles et créé en 1751 l'École militaire pour la formation des cadets désargentés, l'ordonnance de Ségur de 1781 imposait quatre quartiers de noblesse pour éliminer les anoblis récents. Mais la vertu nobiliaire avait déjà été rempla-

cée, dans l'esprit public, par l'héroïsme patriotique des sans-grades.

La jeune noblesse, qui se moquait des vénérables traditions, tenta de sortir de l'ennui en allant courir l'aventure avec les Insurgents américains. Elle trouva là-bas des idées nouvelles mais le travail de l'égalité s'accomplissait aussi en France depuis longtemps et les hauts représentants du vieil ordre tenaient pour évidente sa décadence. L'abolition de la noblesse héréditaire, le 19 juin 1790, se fit sans résistance, et parfois dans l'enthousiasme. On ne saurait pourtant parler de suicide. Une partie de la noblesse s'était effacée par l'émigration - sans tenir l'abandon du roi pour un déshonneur absolu - mais c'est un représentant de la petite noblesse formé à l'École militaire, Napoléon Bonaparte, qui allait terminer à sa manière la période révolutionnaire.

B. la RICHARDAIS

(1) Fadi El Hage, *Le sabordage de la noblesse, Mythe et réalités d'une décadence*, Éditions Passés composés, 2019.



Fadi El Hage

La recomposition du monde

On connaît l'ouvrage fondateur de Marcel Gauchet intitulé *Le désenchantement du monde*. Est-il présomptueux de le comparer à celui que vient de publier Alexandre Devecchio, qui parle de recomposition ? Sans doute oui, parce que le philosophe envisageait une mutation anthropologique fondamentale, alors que l'essayiste, plus modestement, tente de rendre compte des transformations actuelles qui affectent la société et les États. Cependant, il nous démontre, preuves impressionnantes à l'appui, qu'il s'agit bien d'un véritable ébranlement historique. Pour comprendre le monde actuel, il faut changer de catégories et surtout affûter son regard pour comprendre ce qui est en train de se passer, aussi bien dans l'Amérique de Donald Trump, dans la Hongrie de Viktor Orban que dans la France d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen. En ce sens, Alexandre Devecchio ne fait que conforter les analyses d'un Christophe Guilluy et d'un Jérôme Fourquet, mais en leur donnant une illustration concrète, plus politique, au plus proche de l'actualité et en apportant des précisions qui manquent trop souvent dans les polémiques à propos du populisme contemporain. On pourrait dire qu'au fil des pages il nous offre des fiches sur des personnages controversés, connus souvent superficiellement. C'est le cas de Steve Bannon.

L'intéressé a joué un rôle majeur auprès de Donald Trump et contribué largement à sa victoire. Ce n'est pas le dernier démagogue venu, on pourrait même le classer à certains égards dans une *gentry*, ne serait-ce que par son parcours universitaire et professionnel. Il n'en a pas moins gardé des attaches populaires, du fait d'une famille catholique d'ouvriers qui votait d'ailleurs Kennedy : « *Au fond de moi-même, je suis resté un défenseur*

des travailleurs en cols bleus et je ne voue ma vie qu'à une seule chose : m'assurer de leur rendre leur voix. » Sa vocation militante est née de la crise de 2008, où, dit-il « *on a détruit la vie des gens qui avaient respecté toute leur vie les règles du jeu.* »

Alors que les élites et les grandes entreprises, les banques aussi, tirent leur épingle du jeu, ce sont les gens du peuple qui sont entraînés dans la catastrophe. Révolté, Bannon va engager une bataille culturelle contre « les

élites globalisées » : « *Son but est de détruire les démocrates, mais peut-être plus encore l'establishment républicain accusé de plébisciter le libre échange sans protéger les industries américaines, ainsi que l'ouverture des frontières et l'immigration illégale et sans limites.* »

Séparé de Trump, il va poursuivre son travail d'agitateur en Europe, où les problèmes sont strictement analogues, avec le déclin des classes moyennes et la montée en puissance des élites des métropoles dans

la logique de la mondialisation. C'est le populisme qui, partout, procède à la mutation des rapports de force politiques, en privilégiant le retour aux frontières et au protectionnisme encore hier honni. Les progressistes réagissent vent debout. C'est le retour aux années trente et aux nationalismes agressifs !

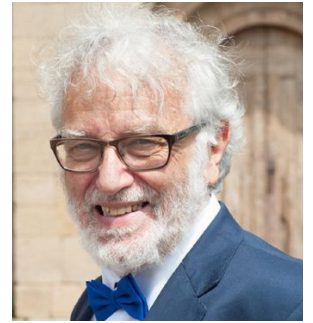
L'argument fait mouche, mais Alexandre Devecchio le réfute de la façon la plus pertinente. Ce ne sont pas les nationalismes mais les totalitarismes qui sont responsables de la destruction de l'Europe : « *Contrairement aux premiers qui ne font que légitimer l'existence d'un État-nation souverain pour chaque peuple et prôner la coexistence pacifique de ces nations indépendantes, les seconds ont clairement des visées expansionnistes et même un désir d'hégémonie planétaire.* »

De Gaulle et Churchill ont été les adversaires les plus déterminés du nazisme, en raison même de leur patriotisme. Sans doute est-il hasardeux de leur comparer les champions actuels du populisme, car nous sommes dans une autre séquence de l'histoire : « *Par bien des aspects, le mouvement populiste est complètement inédit. C'est ce qui le rend aussi déroutant et complexe à définir.* » Ce qui est sûr pour l'Europe mais aussi pour les États-Unis, c'est que nous assistons à la fin de l'illusion du paradis globaliste qui coïncidait avec la fin de l'histoire. Devecchio a une expression très forte et qui risque d'en indisposer plus d'un. De la chute du Mur de Berlin, nous serions passés à la chute du mur de Maastricht. L'idéologie de Jean Monnet serait complètement caduque ainsi que le patriotisme constitutionnel de Jürgen Habermas. Ce qui est rejeté c'est un système oligarchique où les maîtres de la finance ont barre sur toutes les décisions. La formule de Philippe Séguin explique le phénomène de rejet des institutions bruxelloises : « *L'État fédéral européen serait un État arbitraire et lointain dans lequel aucun peuple ne se reconnaîtrait.* »

La revanche des peuples est aussi celle de la démocratie, mais la bataille est loin d'être encore gagnée. La victoire d'Emmanuel Macron a été la divine surprise pour un système menacé, et l'on escompte sa réélection dans un même duel avec Marine Le Pen. En Hongrie, Viktor Orban a solidement établi son pouvoir, non pas tellement par une atteinte aux libertés que par une adhésion populaire d'une solidité à toute épreuve. Aussi la conclusion d'Alexandre Devecchio est-elle très balancée. Il prône une réconciliation entre le peuple et les élites. Ces dernières doivent réintégrer le cadre national et admettre la légitimité du suffrage populaire. Ce n'est qu'à cette condition qu'on évitera les excès d'un extrémisme de la révolte. Une révolte qui couve et ne doit pas être laissée à son désespoir.

Gérard LECLERC

Alexandre Devecchio, *Recomposition. Le nouveau monde populiste*, Les éditions du Cerf, 304 p., 19 €.



Alexandre Devecchio

RE
COMPO
SITION



Ceux qui travaillent au nom de la terre

C'est désormais un constat largement partagé : le travail nuit gravement à la santé ! Non seulement à la santé physique, mais aussi à la santé mentale des personnes. Deux films récents en ont fait leur sujet... pour le meilleur et pour le pire.

Les résultats de l'édition 2017 de l'enquête Sumer, réalisée tous les quatre ans depuis 1994 sur les expositions aux risques professionnels, viennent d'être publiés et révèlent une nouvelle dégradation des conditions de travail.

Ce qui est en cause, ce n'est pas le travail comme acte de transformation de la nature pour la rendre utile aux besoins de l'humanité, qui permet à celui qui l'exerce de subvenir à ses besoins, de se construire, de tisser des liens sociaux, mais la manière dont le modèle économique se sert du travail comme source de profit et facteur d'exploitation, avec pour conséquence une souffrance de tous les instants.

Régulièrement, le cinéma se fait l'écho de cette dérive. Mieux qu'une enquête statistique ou sociologique, un film de fiction, parfois, permet à un large public de prendre conscience de la réalité, de compatir à la souffrance de nombreux travailleurs, voire – il n'est pas interdit de rêver – de se rebeller.

On peut voir actuellement sur nos écrans deux longs métrages qui illustrent ce phénomène. Nous devons le premier à Édouard Bergeon, déjà réalisateur en 2012 du très réussi *Les fils de la terre*, un documentaire sur la vie d'un agriculteur submergé par les difficultés et les dettes.

Son nouvel opus, *Au nom de la terre*, relate l'histoire de Pierre, un éleveur de chevreaux six mois de l'année qui cultive des céréales le reste du temps. Il prend un premier crédit pour pouvoir monter son exploitation ; il travaille comme un dératé, épaulé par un ouvrier agricole ; gratuitement, sa femme et son fils, élève en lycée agricole, lui prêtent main forte : elle, en assurant la comptabilité de l'exploitation, lui, en effectuant les tâches que son père et son ouvrier n'ont pas le temps de faire. Pour rembourser ses dettes, Pierre investit dans l'élevage intensif de poulets, se met un nouveau crédit sur le dos et travaille deux fois plus. Épuisé, il n'arrive pas à s'en sortir, se replie sur lui-même et sombre petit à petit.



Autre contexte et même constat. Dans le second film objet de cette chronique, *Ceux qui travaillent* du cinéaste suisse Antoine Russbach, Franck est cadre supérieur dans une grande compagnie de fret maritime malmenée par la concurrence ; il privilégie sa vie professionnelle, au détriment de toute vie sociale et familiale. Alors qu'il doit faire face à une situation de crise à bord d'un cargo, la présence d'un passager clandestin, il prend

– seul et dans l'urgence – une décision humaine – on apprendra plus tard qu'il s'agit d'un prétexte.

Profondément ébranlé, trahi par l'entreprise à laquelle il a tout donné, il remet en question la vie qu'il a menée jusqu'alors, notamment en cherchant à se rapprocher de sa femme et de ses enfants, qui le délaissent tour à tour, à l'exception notable de sa benjamine qui le raccroche à la vie.



Des défauts non négligeables

Malheureusement, les deux films passent à côté de leur sujet du fait de scénarios insipides, linéaires, sans rebondissements ; pendant une heure et demie, il n'advient quasiment rien et l'ennui gagne petit à petit les spectateurs qui abandonnent, eux aussi, les protagonistes à leur triste sort.

Dans *Au nom de la terre*, Édouard Bergeon réussit à mettre en scène les difficultés de Pierre, qui sont, en fait, celles qu'a connues son père à qui le film rend un hommage appuyé, mais il ne parvient pas à rendre compte de l'évolution de l'agriculture au cours des quarante dernières années, seule responsable du malheur des hommes et des femmes qui cherchent tant bien que mal à en vivre.

Avec *Ceux qui travaillent*, Antoine Russbach aurait pu révéler des pratiques méconnues, celles du fret maritime, et, à la manière d'un Ken Loach, dénoncer un modèle économique qui broie les hommes.

Au lieu de cela, en se focalisant sur la psychologie des personnages, il traite le sujet par le petit bout de la lorgnette et manque sa cible.

Nicolas PALUMBO

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi de l'année universitaire, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20h très précises (accueil à partir de 19h30).

Entrée libre, une participation aux frais de 2 euros est demandée. La conférence s'achève à 22h. Une carte annuelle d'abonné des mercredis (12 euros) permet d'assister gratuitement à tous les mercredis.

Après la conférence, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 7 euros).

Le mercredi 16 octobre, nous accueillerons l'économiste et juriste Philippe Arondel pour nous parler de l'avenir du syndicalisme chrétien.

Pour s'inscrire, téléphoner au 06.43.11.36.90.

RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE PARTAGÉE (RIP)

Après avoir privatisé les autoroutes
Ils veulent privatiser
Les aéroports de Paris
Et demain les barrages hydroélectriques
a santé, l'éducation...

Leurs amis se gavent
Pour que leurs amis se gavent
Pour que leurs amis se gavent enco



**Nous avons le pouvoir de dire NON
à la privatisation d'ADP
de mettre un coup d'arrêt
à toutes leurs privatisations.
Signons pour le RIP**

<https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1>

Les conférences de la Nouvelle Action Royaliste peuvent être revues sur youtube. Retrouvez par exemple les quatre dernières conférences : Philippe Delorme et la légende de Notre-Dame, Jacques Sapir et la question de la stratégie politique, Fadi El Hage et son livre *Le sabotage de la noblesse*, Monique Pinçon-Charlot et son ouvrage *Le Président des ultra-riches*.

Communiqué du comte de Paris

Les lois de bioéthique actuellement débattues au Parlement sont extrêmement inquiétantes pour notre société. « *Un monde gagné pour la technique est perdu pour la liberté* », écrivait Georges Bernanos. Il est encore temps d'empêcher le Marché de se saisir de nos désirs pour nous entraîner dans un monde inhumain.

Notre système de santé doit continuer à servir l'humanité, et non l'asservir, à être l'instrument d'une vraie justice sociale et non celui de l'assouvissement de tous nos désirs. En libéralisant sans limite l'usage de la PMA, nous organisons un marché de l'enfant à plusieurs vitesses ; qui garantira les droits de chacun et d'abord ceux de l'enfant ? J'appelle notre pays à prendre le vrai recul nécessaire à des décisions si déterminantes pour notre futur commun.

Jean, Comte de Paris
Domaine Royal de Dreux,
Le 6 octobre 2019

Communiquer avec nous

lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr
Tél. : 06.43.11.36.90

Suivre la NAR

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>
<http://archivesroyalistes.org>
<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>
<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Abonnement et adhésion

règlement à l'ordre de :
La Nouvelle Action royaliste

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Rédaction-administration
Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 06 43 11 36 90

Directeur de la publication
Yvan Aumont

Directeur politique
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
Christophe Barret

Rédacteur en chef
Nicolas Palumbo

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Le pompier pyromane

À la fin de l'été, nous avons entendu dire qu'Emmanuel Macron allait se concentrer sur les tâches régaliennes, économiser sa parole, se tenir à distance des affaires courantes... Le temps des bonnes résolutions a été de courte durée. Dès le 16 septembre, il mobilisait ses ministres et les parlementaires de sa majorité pour relancer le débat sur l'immigration et confiait que s'il devait être battu en 2022, ce serait par Marine Le Pen. En deux coups de cuiller à pot, le décor polémique des élections municipales et présidentielle était planté par celui qui s'est toujours comporté, au mépris de la Constitution, comme un chef de clan...

Avec componction, maints journalistes dissertent aujourd'hui sur le retour de l'hyperprésidence, comme si Emmanuel Macron n'était pas resté infatué de lui-même sous les divers artifices de la communication : omniscience, omniprésence sous les habituels prétextes de l'écoute, du dialogue par lequel on se montre "proche des gens". Naguère, Jacques Chirac jouait la proximité avec le talent d'un démagogue accompli alors que l' élu de 2017 jette des allumettes sur des barils de poudre.

De fait, c'est un étrange ballet qui se joue à nouveau en ce début d'octobre. D'un côté, Emmanuel Macron court les "territoires", ici pour apaiser l'opinion publique sur la réforme des retraites et là pour rassurer les élèves. De l'autre, il se livre à une nouvelle provocation par cette déclaration hallucinante : "Moi, je n'adore pas le mot de pénibilité parce que ça donne le sentiment que le travail serait pénible". En vingt mots, l'homme de l'écoute, du dialogue et de la proximité a signifié qu'il était, par ses réflexes mentaux et ses postures esthétisantes, un bourgeois caricatural niant le travail ouvrier et la souffrance qu'il engendre.

C'est toujours le même jeu pervers depuis le début du quinquennat : on frappe puis on se répand en bonnes paroles et en diverses familiarités. Et c'est toujours la même logique : au jeu de la pommade verbale et de la violence sociale, c'est la violence qui l'emporte parce qu'elle est ou sera inscrite dans les lois et les traités. Emmanuel Macron le sait, mais il croit ou affecte de croire qu'en décrivant cette violence comme une nécessité qui serait finalement salutaire, nous nous contenterons d'attendre stoïquement les bienfaits résultats des "réformes".

Et si la rhétorique et les numéros de charme ne suffisent pas, il reste la répression policière et judiciaire. Les Gilets jaunes le savent mieux

que quiconque : trois mille condamnations pénales, plus de mille peines de prison ferme, des milliers de blessés.

Tout comme "l'acte I" du quinquennat, "l'acte II" se caractérise par la violence des réformes entreprises ou annoncées. La réforme de l'assurance-chômage pénalisera 1,2 millions de personnes, qui subiront la baisse de leurs indemnités ou qui ne pourront plus bénéficier d'allocations. Quelles que soient ses modalités, la future retraite par points est conçue pour réduire les sommes perçues et pour favoriser les assurances privées. Quant au traité de libre-échange avec le Canada (CETA), il impose aux élèves français des conditions de concurrence d'autant plus insupportables qu'elles s'ajoutent aux autres effets désastreux de l'ultralibéralisme.

La contradiction manifeste entre la communication lénifiante de la "gouvernance" et la violence subie par d'innombrables citoyens provoque parfois une exaspération impuissante mais de plus en plus souvent des mouvements de grève et de révolte. Grève de la RATP le 13 septembre en attendant le mouvement du 5 décembre, manifestations de pompiers, grève des urgences, colère des policiers qui furent plus de 10 000 à manifester à Paris le 3 octobre. Emmanuel Macron voit se dresser contre lui et contre son gouvernement ceux qui travaillent dans des secteurs décisifs pour la vie du pays et les fonctionnaires qui formaient, l'hiver dernier, le dernier rempart entre les palais officiels et la foule des révoltés.

Cette fois, ils ne s'en sortiront pas par la communication. À Rouen, après l'incendie de l'usine Lubrizol, les déclarations du gouvernement ont été confuses et contradictoires. À Paris, après l'assassinat de quatre fonctionnaires de police par un islamiste, le ministre de l'Intérieur s'est répandu en propos irréfléchis et fallacieux sur cet attentat qui révèle des failles d'une gravité extrême dans le fonctionnement de certains services.

Aujourd'hui en France, la parole publique est totalement discréditée. L'hyperprésident n'est plus qu'un tigre de papier.



Bertrand RENOUVIN